

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR D'ARBITRAGE

F. 94 — 488

[C — 21043]

Arrêt n° 13/94 du 8 février 1994

Numéros du rôle : 565 - 575 à 579 - 582

En cause : les recours en annulation de l'article 161 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, introduits par la commune d'Orp-Jauche et d'autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève et des juges K. Blanckaert, L.P. Suetens, P. Martens, J. Delruelle et H. Coremans, assistée du greffier H. Van der Zwalmen, présidée par le président M. Melchior, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des demandes*

L'annulation de l'article 161 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, publiée au *Moniteur belge* du 9 janvier 1993, est demandée par :

- la commune d'Orp-Jauche, représentée par son collègue des bourgmestre et échevins, dont les bureaux sont établis à 1350 Orp-Jauche, place Communale 1, par requête du 7 juin 1993 transmise par lettre recommandée à la poste le même jour et portant le numéro 565 du rôle;
- le Banc d'épreuves des armes à feu, établissement public, dont le siège est établi à 4000 Liège, rue Fond des Tawes 45, agissant par sa commission administrative, poursuites et diligences de son directeur, par requête du 28 juin 1993 transmise par lettre recommandée à la poste le même jour et portant le numéro 575 du rôle;
- la fabrique d'église de la basilique Saint-Martin à Liège, représentée par son trésorier, Charles Pâques, conformément à l'article 79 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, par requête du 28 juin 1993, transmise par lettre recommandée à la poste le même jour et portant le numéro 576 du rôle;
- la commune de Thimister-Clermont, représentée par son collègue des bourgmestre et échevins, dont les bureaux sont établis Centre 2, à 4890 Thimister-Clermont et la fabrique de l'église Saint-Pierre, à La Minerie, 4890 Thimister-Clermont, représentée par son trésorier, Jacques Delhez, conformément à l'article 79 du décret précité, par requête du 28 juin 1993 transmise par lettre recommandée à la poste le même jour et portant le numéro 577 du rôle;
- la commune de Houffalize, représentée par son collègue des bourgmestre et échevins, dont les bureaux sont établis en la maison communale, à 6660 Houffalize, par requête du 29 juin 1993 transmise par lettre recommandée à la poste le même jour et portant le numéro 578 du rôle;
- la commune de Manhay, représentée par son collègue des bourgmestre et échevins, dont les bureaux sont établis en la Maison communale, à 6960 Manhay; la fabrique d'église de Dochamps, dont les bureaux sont établis rue du Centre 42, à 6960 Dochamps, poursuites et diligences de son trésorier, V. Seleck; la fabrique d'église de Grandmenil, dont les bureaux sont établis route d'Erezée 53b, à 6960 Grandmenil, poursuites et diligences de son trésorier, C. Job, par requête du 29 juin 1993 transmise par lettre recommandée à la poste le même jour et portant le numéro 579 du rôle;
- la commune de Vielsalm, représentée par son collègue des bourgmestre et échevins, dont les bureaux sont établis en la Maison communale, à 6690 Vielsalm, et la fabrique d'église de Vielsalm, dont les bureaux sont établis place Paulin Moxhet 10, à 6690 Vielsalm, poursuites et diligences de son trésorier, M. Rulmont, par requête du 29 juin 1993 transmise par lettre recommandée le même jour et portant le numéro 582 du rôle.

II. *La procédure*

A. *Dans l'affaire inscrite sous le n° 565*

Par ordonnance du 22 juin 1993, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu en l'espèce de faire application des articles 71 et suivants de la précitée loi spéciale.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale susdite a été publié au *Moniteur belge* du 22 juin 1993.

B. *Dans les affaires introduites sous les n°s 575 à 579 et 582*

Par ordonnances du 29 juin 1993, le président en exercice a désigné dans chaque affaire les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu en l'espèce de faire application des articles 71 et suivants de la précitée loi spéciale.

Par ordonnance du 13 juillet 1993, la Cour a joint ces affaires à celle introduite sous le n° 565.

C. *Dans les affaires jointes*

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi spéciale susdite, ainsi que l'ordonnance de jonction, par lettres recommandées à la poste le 31 août 1993 remises aux destinataires les 1er et 2 septembre 1993.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale susdite a été publié au *Moniteur belge* du 1er septembre 1993.

Le Conseil des ministres, représenté par le Premier ministre, dont le cabinet est établi à 1000 Bruxelles, rue de la Loi 16, a introduit un mémoire dans l'affaire n° 565 par lettre recommandée à la poste le 2 août 1993, et dans les autres affaires par lettre recommandée à la poste le 19 octobre 1993.

Copies de ces mémoires ont été transmises conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 8 novembre 1993 et remises aux destinataires les 9, 10, 15, 17 et 18 novembre 1993.

Le Banc d'épreuves des armes à feu a introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 30 novembre 1993.

La commune d'Orp-Jauche a introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 6 décembre 1993.

La commune de Thimister-Clermont, la fabrique d'église de la basilique Saint-Martin à Liège et la fabrique de l'église Saint-Pierre à La Minerie ont introduit un mémoire en réponse commun par lettre recommandée à la poste le 6 décembre 1993.

La commune de Houffalize, la commune de Manhay, la fabrique d'église de Dochamps, la fabrique d'église de Grandmenil, la commune de Vielsalm et la fabrique d'église de Vielsalm ont introduit un mémoire en réponse commun par lettre recommandée à la poste le 6 décembre 1993.

Par ordonnance du 2 décembre 1993, le juge H. Boel a été désigné pour compléter le siège en remplacement de M. L. De Grève, choisi comme président de la Cour.

Par ordonnance du 2 décembre 1993, la Cour a prorogé jusqu'au 7 juin 1994 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 21 décembre 1993, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 20 janvier 1994.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 21 décembre 1993 remises aux destinataires les 22 et 23 décembre 1993.

A l'audience du 20 janvier 1994 :

— ont comparu :

- Me E. Gillet, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- Me A. Lesceux, avocat du barreau de Marche-en-Famenne, pour la commune de Houffalize, la commune de Manhay, la fabrique d'église de Dochamps, la fabrique d'église de Grandmenil, la commune de Vielsalm et la fabrique d'église de Vielsalm;

- Me D. Drion, avocat du barreau de Liège, pour la commune de Thimister-Clermont, la fabrique d'église de la basilique Saint-Martin à Liège et la fabrique de l'église Saint-Pierre à La Minerie;

- Me J. Putzeys, avocat du barreau de Bruxelles, pour la commune d'Orp-Jauche;

- Me Ph. Fraipont, avocat du barreau de Liège, pour le Banc d'épreuves des armes à feu;

— les juges P. Martens et L.P. Suetens ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. En droit

— A —

Position de la commune d'Orp-Jauche

A.1.1. L'église Saints Martin et Adèle à Orp-Jauche ayant été incendiée le 13 mai 1940, la commune a introduit une demande d'intervention de l'Etat qui est toujours à l'étude. Propriétaire de l'église, la commune justifie d'un intérêt à son recours.

A.1.2. L'article 161 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses viole les articles 6 et 6bis, combinés avec l'article 11, de la Constitution, en ce que, première branche, il introduit une distinction, sans motif admissible, entre les demandes pour lesquelles un montant a déjà été fixé et les autres et en ce que, deuxième branche, il n'y a pas de rapport de proportionnalité entre le moyen utilisé et le but poursuivi qui est de clôturer à bref délai les dossiers et de restructurer l'administration chargée de l'application de la loi du 6 juillet 1948. La disposition attaquée porte atteinte au principe de la sécurité juridique, selon lequel les sujets de droit doivent être en mesure de prévoir les conséquences juridiques de leurs actes.

Position du Banc d'épreuves des armes à feu

A.2.1. Le requérant, qui a subi des dommages pendant la seconde guerre mondiale, a introduit, en 1948, une demande qui a donné lieu à des paiements. Un solde reste dû, pour lequel une lettre du 19 septembre 1990 annonçait qu'une décision serait prise ultérieurement.

A.2.2. Si le souci de rationaliser les structures administratives n'est pas critiquable, il n'y a pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre le moyen employé et un tel objectif, puisque le maintien de la législation en vigueur n'empêchait pas de le réaliser et qu'il est injustifié d'avaliser une situation antérieure née, comme c'est le cas en l'espèce, d'une carence de l'administration.

Position de la fabrique d'église de la basilique Saint-Martin à Liège

A.3.1. Un accord de principe a été donné, le 16 octobre 1991, sur un reliquat dû à la requérante pour un montant de 9 930 893 francs, sous réserve de la réalisation de certaines conditions. La requérante justifie ainsi d'un intérêt à son recours puisque la disposition attaquée la prive du bénéfice de ce reliquat.

A.3.2. La disposition attaquée viole les articles 6 et 6bis de la Constitution en ce que, première branche, le critère de différenciation qu'elle utilise est injustifié, en ce que, deuxième branche, elle n'organise aucune mesure transitoire, en ce que, troisième branche, elle supprime toute indemnisation des dommages de guerre 1940-1945, alors qu'elle laisse intacte celle des dommages de guerre 1914-1918, et en ce que, quatrième branche, elle atteint quasi exclusivement des établissements publics s'occupant du culte alors que les autres établissements publics — voiries, bâtiments civils — ont été indemnisés.

Position de la commune de Thimister-Clermont et de la fabrique de l'église Saint-Pierre à La Minerie

A.4.1. La fabrique d'église a introduit, dans les formes et délais légaux, une demande d'indemnisation qui a fait l'objet d'une promesse de principe le 21 juin 1966 et dont l'instruction s'est poursuivie jusqu'en 1992.

A.4.2. Les requérants prennent le même moyen que dans l'affaire n° 576.

Position de la commune de Houffalize

A.5.1. La requérante a introduit, dans les formes et délais légaux, une demande d'intervention pour le remplacement du mobilier de son hôtel de ville. L'instruction de la demande s'est poursuivie jusqu'en 1992.

A.5.2. La disposition attaquée viole les articles 6 et 6bis de la Constitution en ce que, première branche, elle établit entre les demandeurs d'indemnité une distinction qui ne repose sur aucune justification objective et raisonnable, et en ce que, seconde branche, elle supprime, sous réserve de la mesure transitoire qu'elle prévoit, toute indemnisation des dommages de guerre 1940-1945, alors qu'elle laisse intacte celle des dommages de guerre 1914-1918.

Position de la commune de Manhay et des fabriques d'église de Dochamps et de Grandmenil

A.6.1. Les anciennes communes de Dochamps et de Grandmenil, qui aujourd'hui font partie de la commune de Manhay, ont chacune introduit, dans les formes et délais légaux, une demande d'indemnisation, la première en vue de la reconstruction de son lavoir et du remplacement des vitraux de son église, la seconde en vue du remplacement des vitraux de son église et de la reconstruction de son presbytère. L'instruction des demandes s'est poursuivie jusqu'en 1992.

A.6.2. Les requérantes prennent le même moyen que dans les affaires portant les numéros du rôle 576, 577 et 578.

Position de la commune de Vielsalm et de la fabrique d'église de Vielsalm

A.7.1. La fabrique d'église de Vielsalm a introduit, dans les formes et délais légaux, en vue de l'installation de nouvelles orgues dans l'église Saint-Gengoux, une demande d'indemnisation dont l'instruction s'est poursuivie jusqu'en 1992.

A.7.2. Les requérantes prennent le même moyen que dans les affaires nos 576, 577, 578 et 579.

Position du Conseil des ministres

Quant au moyen unique des recours portant les nos 565 et 575 et au premier moyen, première branche, des recours portant les nos 576, 577, 578, 579 et 582

A.8.1. Dans l'avis qu'elle a rendu sur l'avant-projet qui lui était soumis, la section de législation du Conseil d'Etat a estimé que la norme attaquée était incompatible avec l'article 6 de la Constitution. L'avant-projet prévoyait que « seuls feront encore... l'objet d'une liquidation ... les montants des promesses fermes d'intervention consenties avant l'entrée en vigueur de la présente loi ». Tenant compte des objections du Conseil d'Etat, le législateur a établi un nouvel avant-projet, comprenant le texte de la norme entreprise.

La norme attaquée n'encourt pas de critique si on se réfère à la jurisprudence de la Cour d'arbitrage sur les questions de droit international. La Cour a estimé que, en fixant le moment où une loi produit ses effets, le législateur crée une distinction qui n'implique pas en soi une violation des articles 6 et 6bis de la Constitution (arrêt n° 36/90). Et dans un autre arrêt, elle a considéré qu'« à peine de rendre impossible toute modification de la loi, il ne peut être soutenu qu'une disposition nouvelle violerait (les mêmes dispositions) par cela seul qu'elle restreindrait les conditions d'application de la disposition ancienne » (arrêt n° 8/91).

Ce raisonnement peut être appliqué par analogie dans le cas présent.

Les travaux préparatoires révèlent que la loi poursuivait trois objectifs : clôturer les procédures cinquante ans après les faits; rationaliser les structures administratives; opérer des restrictions budgétaires. La mesure attaquée repose ainsi sur une appréciation qui n'est pas manifestement déraisonnable.

Quant au premier moyen, deuxième branche, des recours portant les nos 576 et 577

A.8.2. La Cour a déjà estimé que le grief fait au législateur de ne pas avoir pris de mesures transitoires n'établit pas à lui seul une violation des articles 6 et 6bis de la Constitution (arrêt n° 26/93).

Quant au premier moyen, troisième branche, des recours portant les nos 576 et 577 et au premier moyen, deuxième branche, des recours portant les nos 578, 579 et 582

A.8.3. La disposition entreprise ne vise que l'indemnisation des biens publics. Le système d'indemnisation des biens privés subsiste. Le même système est encore en vigueur pour les dommages de la guerre 1914-1918 pour lesquels il ne subsiste, en ce qui concerne les biens publics, que le dossier de la ville d'Ypres, pour lequel des paiements doivent avoir lieu en 1994, les autres dossiers ayant tous été clôturés en 1958.

Quant au premier moyen, quatrième branche

A.8.4. La présence du Banc d'épreuves des armes à feu parmi les requérants suffit à infirmer la thèse d'une discrimination au détriment des établissements publics qui s'occupent du culte. Certains requérants mentionnent par ailleurs des dommages aux écoles. Enfin, la mesure est générale et abstraite : même si elle concernait uniquement des immeubles affectés au culte, elle n'aurait frappé que des établissements se trouvant dans la même situation.

Réponse de la commune d'Orp-Jauche

A.9. La modification apportée au texte initial n'a pas fait disparaître la discrimination dénoncée par le Conseil d'Etat : la distinction est fondée sur la célérité avec laquelle l'administration a traité les demandes. Elle repose sur un critère qui n'est ni objectif ni raisonnable. Si l'instruction de la demande a tardé, c'est parce que l'administration compétente a été transférée d'un ministère à l'autre, parce que le dossier de la requérante a été égaré puis reconstitué auprès d'autres administrations et a été bloqué pendant plusieurs années par l'administration qui devait statuer sur le choix du style à adopter.

La mesure critiquée méconnaît le principe fondamental de la sécurité juridique. Elle est sans proportion avec les objectifs poursuivis.

Réponse du Banc d'épreuves des armes à feu

A.10. Le Conseil des ministres admet que les termes « promesses fermes », qui figuraient dans l'avant-projet, sont équivalents à « montants fixés » qui se trouvent dans la loi. La modification ne concerne que la terminologie : la critique de fond formulée par le Conseil d'Etat reste pertinente.

Réponse de la commune de Thimister-Clermont, des fabriques d'église de l'église Saint-Pierre à La Minerie et de la basilique Saint-Martin à Liège

A.11.1. La loi critiquée s'inspire d'une intention légitime mais, en faisant dépendre son application du bon vouloir de l'administration, elle prend une mesure qui n'est pas raisonnablement justifiée. Le dossier de la requérante démontre qu'elle a dû adresser plusieurs rappels pour que sa demande soit traitée.

A.11.2. Pour le surplus, les requérants rappellent les critiques développées dans leur requête et répondent aux arguments du Conseil des ministres.

Réponse des communes de Houffalize et de Manhay, des fabriques d'église de Dochamps et de Grandmenil, de la commune et de la fabrique d'église de Vielsalm

A.12. Le législateur n'a pas tenu compte des observations du Conseil d'Etat. Les critiques de celui-ci restent pertinentes. La loi attaquée distingue les demandes en cours selon que les formalités d'exécution de la décision d'octroi ont ou n'ont pas été accomplies. Ce critère n'est ni objectif ni raisonnable.

— B —

B.1. L'article 161 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, qui est la disposition attaquée par chacun des recours, énonce :

« Seuls feront encore, en application de la loi du 6 juillet 1948 mettant à charge de l'Etat la réparation des dommages de guerre aux biens nécessaires à un service public ou à la poursuite d'une fin d'intérêt général, l'objet d'une liquidation à charge de l'Etat les montants qui, conformément à l'article 4 de l'arrêté du Régent du 22 février 1949 fixant les conditions de forme et de délai d'introduction des demandes ainsi que la priorité de réparation des dommages de guerre aux biens nécessaires à un service public ou à la poursuite d'une fin d'intérêt général, ont été avant l'entrée en vigueur de la présente loi fixés sur base des soumissions ou contrats approuvés. »

B.2. Les demandes de réparation des dommages causés par la guerre aux biens visés par la loi du 6 juillet 1948 devaient, selon l'article 4 de l'arrêté du Régent du 22 février 1949, être introduites dans un délai d'un an, sous réserve des délais supplémentaires accordés par l'arrêté royal du 24 août 1951.

Ni la loi ni ses arrêtés d'exécution ne prévoient d'autres causes de forclusion des demandes. En décidant que seraient seuls l'objet d'une liquidation les montants qui ont été « fixés » avant l'entrée en vigueur de la loi attaquée « sur la base des soumissions ou contrats approuvés », le législateur a établi une distinction parmi les personnes qui, en respectant les formes et délais imposés, avaient régulièrement demandé à bénéficier de la loi du 6 juillet 1948 : celles pour lesquelles l'administration a déjà fixé le montant des dommages; celles pour lesquelles l'administration n'a pas encore fixé ce montant. La première catégorie continue à profiter des effets de la loi; la seconde en est privée.

Une telle distinction repose sur un critère qui n'est pas raisonnablement justifié. S'il est légitime de vouloir clôturer à bref délai les procédures d'indemnisation, rien ne justifie qu'une distinction soit faite en fonction de la diligence avec laquelle les demandes ont été instruites.

En créant *a posteriori*, au détriment d'une catégorie de bénéficiaires, une cause de déchéance fondée sur une distinction arbitraire, le législateur a violé le principe d'égalité.

B.3. Le moyen est fondé. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres moyens ou branches de moyens, faute qu'ils puissent aboutir à une annulation plus étendue.

Par ces motifs,
la Cour

annule l'article 161 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 8 février 1994.

Le greffier,
H. Van der Zwaiwen.

Le président,
M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 94 — 488

[C— 21043]

Arrest nr. 13/94 van 8 februari 1994

Rolnummers 565 — 575 tot 579 — 582

In zake : de beroepen tot vernietiging van artikel 161 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, ingesteld door de gemeente Orp-Jauche en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève en de rechters K. Blánckaert, L.P. Suetens, P. Martens, J. Delruelle en H. Coremans, bijgestaan door de griffier H. Van der Zwaiwen, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de beroepen

De vernietiging van artikel 161 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 januari 1993, wordt gevorderd door :

— de gemeente Orp-Jauche, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, met kantoren te 1350 Orp-Jauche, place Communale 1, bij verzoekschrift van 7 juni 1993 dat bij op dezelfde dag ter post aangetekende brief is overgezonden en is ingeschreven onder het rolnummer 565;

— de Proefbank voor vuurwapens, openbare instelling, met zetel te 4000 Luik, rue Fond des Tawes 45, handelend door haar administratieve commissie, op verzoek van haar directeur, bij verzoekschrift van 28 juni 1993 dat bij op dezelfde dag ter post aangetekende brief is overgezonden en is ingeschreven onder het rolnummer 575;

— de kerkfabriek van de basiliek « Saint-Martin » te Luik, vertegenwoordigd door haar schatbewaarder Charles Pâques, overeenkomstig artikel 79 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, bij verzoekschrift van 28 juni 1993 dat bij op dezelfde dag ter post aangetekende brief is overgezonden en is ingeschreven onder het rolnummer 576;

— de gemeente Thimister-Clermont, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, met kantoren te 4890 Thimister-Clermont, Centre 2, en de kerkfabriek van de « Eglise Saint-Pierre », te La Minerie, 4890 Thimister-Clermont, vertegenwoordigd door haar schatbewaarder Jacques Delhez, overeenkomstig artikel 79 van het voormelde decreet, bij verzoekschrift van 28 juni 1993 dat bij op dezelfde dag ter post aangetekend is overgezonden en is ingeschreven onder het rolnummer 577;

— de gemeente Houffalize, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, met kantoren in het gemeentehuis te 6660 Houffalize, bij verzoekschrift van 29 juni 1993, dat bij op dezelfde dag ter post aangetekende brief is overgezonden en is ingeschreven onder het rolnummer 578;

— de gemeente Manhay, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, met kantoren in het gemeentehuis te 6960 Manhay; de kerkfabriek van Dochamps, met kantoren te 6960 Dochamps, rue du Centre 42, op verzoek van haar schatbewaarder V. Seleck; de kerkfabriek van Grandmenil, met kantoren te 6960 Grandmenil, route d'Erezée 53b, op verzoek van haar schatbewaarder C. Job, bij verzoekschrift van 29 juni 1993 dat bij op dezelfde dag ter post aangetekende brief is overgezonden en is ingeschreven onder het rolnummer 579;

— de gemeente Vielsalm, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, met kantoren in het gemeentehuis te 6690 Vielsalm, en de kerkfabriek van Vielsalm, waarvan de kantoren gevestigd zijn te 6690 Vielsalm, place Paulin Moxhet 10, op verzoek van haar schatbewaarder M. Rulmont, bij verzoekschrift van 29 juni 1993 dat bij op dezelfde dag ter post aangetekende brief is overgezonden en is ingeschreven onder het rolnummer 582.

II. De rechtspleging

A. In de zaak met rolnummer 565

Bij beschikking van 22 juni 1993 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er ten deze geen reden was om de artikelen 71 en volgende van de voormelde bijzondere wet toe te passen.

Het bij artikel 74 van de voormelde bijzondere wet voorgeschreven bericht is in het *Belgisch Staatsblad* van 22 juni 1993 bekendgemaakt.

B. In de zaken met rolnummers 575 tot 579 en 582

Bij beschikkingen van 29 juni 1993 heeft de voorzitter in functie in iedere zaak de rechters van de zetel aangewezen conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er ten deze geen reden was om de artikelen 71 en volgende van de voormelde bijzondere wet toe te passen.

Bij beschikking van 13 juli 1993 heeft het Hof die zaken samengevoegd met de zaak met rolnummer 565.

C. In de samengevoegde zaken

De kennisgeving van de beroepen, overeenkomstig artikel 76 van de voormelde bijzondere wet, en van de beschikking van samenvoeging geschiedde bij op 31 augustus 1993 ter post aangetekende brieven, die op 1 en 2 september 1993 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Het bij artikel 74 van de bijzondere wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 september 1993.

De Ministerraad, vertegenwoordigd door de Eerste Minister, wiens kabinet gevestigd is te 1000 Brussel, Wetstraat 16, heeft een memorie ingediend bij op 2 augustus 1993 ter post aangetekende brief in de zaak met rolnummer 565 en bij op 19 oktober 1993 ter post aangetekende brief in de overige zaken.

Afschriften van die memories zijn conform artikel 89 van de organieke wet overgezonden bij op 8 november 1993 ter post aangetekende brieven, die op 9, 10, 15, 17 en 18 november 1993 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

De Proefbank voor vuurwapens heeft bij op 30 november 1993 ter post aangetekende brief een memorie van antwoord ingediend.

De gemeente Orp-Jauche heeft bij op 6 december 1993 ter post aangetekende brief een memorie van antwoord ingediend.

De gemeente Thimister-Clermont, de kerkfabriek van de basiliek « Saint-Martin » te Luik en de kerkfabriek van de « Eglise Saint-Pierre » te La Minerie hebben bij op 6 december 1993 ter post aangetekende brief een gezamenlijke memorie van antwoord ingediend.

De gemeente Houffalize, de gemeente Manhay, de kerkfabriek van Dochamps, de kerkfabriek van Grandmenil, de gemeente Vielsalm en de kerkfabriek van Vielsalm hebben bij op 6 december 1993 een gezamenlijke memorie van antwoord ingediend.

Bij beschikking van 2 december 1993 is rechter H. Boel aangewezen om de zetel aan te vullen ter vervanging van de heer L. De Grève, die tot voorzitter van het Hof is verkozen.

Bij beschikking van 2 december 1993 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 7 juni 1994.

Bij beschikking van 21 december 1993 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de datum van de terechtzitting vastgesteld op 20 januari 1994.

Van die beschikking is kennis gegeven aan de partijen, die, evenals hun advocaten, van de datum van de terechtzitting op de hoogte zijn gebracht bij op 21 december 1993 ter post aangetekende brieven, die op 22 en 23 december 1993 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Op de terechtzitting van 20 januari 1994 :

— zijn verschenen :

- Mr. E. Gillet, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

- Mr. A. Lesceux, advocaat bij de balie te Marche-en-Famenne, voor de gemeente Houffalize, de gemeente Manhay, de kerkfabriek van Dochamps, de kerkfabriek van Grandmenil, de gemeente Vielsalm en de kerkfabriek van Vielsalm;

- Mr. D. Drion, advocaat bij de balie te Luik, voor de gemeente Thimister-Clermont, de kerkfabriek van de basiliek « Saint-Martin » te Luik en de kerkfabriek van de « Eglise Saint-Pierre » te La Minerie;

- Mr. J. Putzeys, advocaat bij de balie te Brussel, voor de gemeente Orp-Jauche;

- Mr. Ph. Fraipont, advocaat bij de balie te Luik, voor de Proefbank voor vuurwapens;

— hebben de rechters P. Martens en L.P. Suetens verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. In rechte

— A —

Standpunt van de gemeente Orp-Jauche

A.1.1. De kerk « Saint-Martin et Adèle » te Orp-Jauche is op 13 mei 1940 afgebrand. De gemeente heeft een aanvraag ingediend voor tegemoetkoming vanwege de Staat; die aanvraag wordt nog steeds bestudeerd. Als eigenares van de kerk doet de gemeente blijken van een belang bij haar beroep.

A.1.2. Artikel 161 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen schendt de artikelen 6 en 6bis, in samenhang gelezen met artikel 11, van de Grondwet, doordat, eerste onderdeel, het zonder aanvaardbare reden een onderscheid invoert tussen de aanvragen waarvoor reeds een bedrag is vastgesteld en de andere aanvragen en doordat, tweede onderdeel, geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen het aangewende middel en het nagestreefde doel, dat erin bestaat op korte termijn de dossiers af te sluiten en het met de toepassing van de wet van 6 juli 1948 belaste bestuur te herstructureren. De aangevochten bepaling maakt inbreuk op het beginsel van de rechtszekerheid, volgens hetwelk de rechtszekerheid in staat dienen te zijn de juridische gevolgen van hun handelingen te voorzien.

Standpunt van de Proefbank voor vuurwapens

A.2.1. De verzoekster, die schade heeft geleden tijdens de Tweede Wereldoorlog, heeft in 1946 een aanvraag ingediend die tot betalingen heeft geleid. Er blijft een saldo verschuldigd, waarvoor in een brief van 19 september 1990 was aangekondigd dat later een beslissing zou worden genomen.

A.2.2. De bedoeling de administratieve structuren te rationaliseren is weliswaar niet vatbaar voor kritiek, maar er bestaat geen redelijk verband van evenredigheid tussen het aangewende middel en een dergelijke doelstelling, aangezien het handhaven van de geldende wetgeving het bereiken ervan niet in de weg stond en het onverantwoord is een voorheen bestaande toestand die, zoals ten deze het geval is, ontstaan is uit een tekortkoming van het bestuur, te bestendigen.

Standpunt van de kerkfabriek van de basiliek « Saint-Martin » te Luik

A.3.1. Er is op 16 oktober 1991 een principiële akkoord verleend over een resterend bedrag dat aan de verzoekster was verschuldigd, ten belope van 9 930 893 frank, onder voorbehoud van het vervullen van bepaalde voorwaarden. Zij doet aldus blijken van een belang bij haar beroep, aangezien de bestreden bepaling haar het voordeel van dat saldo ontnemt.

A.3.2. De bestreden bepaling schendt de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet doordat, eerste onderdeel, het criterium van onderscheid dat zij aanwendt, onverantwoord is, doordat, tweede onderdeel, zij in geen enkele overgangsmaatregel voorziet, doordat, derde onderdeel, zij elke vergoeding van de oorlogsschade uit de Tweede Wereldoorlog afschaft, terwijl zij de vergoeding van de oorlogsschade uit de Eerste Wereldoorlog intact laat, en doordat, vierde onderdeel, zij bijna uitsluitend openbare inrichtingen treft voor de eredienst, terwijl andere openbare inrichtingen — wegen, burgerlijke gebouwen — schadeloos zijn gesteld.

Standpunt van de gemeente Thimister-Clermont en van de kerkfabriek van de « Eglise Saint-Pierre » te La Minerie

A.4.1. De kerkfabriek heeft, met inachtneming van de wettelijke vormvereisten en termijnen, een aanvraag tot schadeloosstelling ingediend, waarover op 21 juni 1986 een principiële toezegging is gedaan en waarvan het onderzoek tot in 1992 is voortgezet.

A.4.2. De verzoeksters voeren hetzelfde middel aan als in de zaak met rolnummer 576.

Standpunt van de gemeente Houffalize

A.5.1. De verzoekster heeft, met inachtneming van de wettelijke vormvoorschriften en termijnen, een aanvraag om tegemoetkoming ingediend voor de vervanging van het meubilair van haar stadhuis. Het onderzoek van de aanvraag is voortgezet tot in 1992.

A.5.2. De bestreden bepaling schendt de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet, doordat, eerste onderdeel, zij tussen de aanvragers om tegemoetkoming een onderscheid invoert dat op geen enkele objectieve en redelijke verantwoording steunt, en doordat, tweede onderdeel, zij onder voorbehoud van de overgangsmaatregel die zij vaststelt, elke vergoeding van de oorlogsschade uit de Tweede Wereldoorlog afschaft, terwijl zij de vergoeding van de oorlogsschade uit de Eerste Wereldoorlog intact laat.

Standpunt van de gemeente Manhay en van de kerkfabrieken van Dochamps en van Grandmenil

A.6.1. De vroegere gemeenten Dochamps en Grandmenil, die thans deel uitmaken van de gemeente Manhay, hebben elk, met inachtneming van de wettelijke vormvoorschriften en termijnen, een aanvraag tot schadeloosstelling ingediend, de eerstgenoemde gemeente voor de wederopbouw van haar wasplaats en de vervanging van de glasramen van haar kerk, de laatstgenoemde gemeente voor de vervanging van de glasramen van haar kerk en de wederopbouw van haar pastorie. Het onderzoek van de aanvragen is voortgezet tot in 1992.

A.6.2. De verzoeksters voeren hetzelfde middel aan als in de zaken met rolnummers 576, 577 en 578.

Standpunt van de gemeente Vielsalm en van de kerkfabriek van Vielsalm

A.7.1. De kerkfabriek van Vielsalm heeft, met inachtneming van de wettelijke vormvoorschriften en termijnen, met het oog op de installatie van een nieuw orgel in de « Eglise Saint-Gengoux », een aanvraag tot schadeloosstelling ingediend, waarvan het onderzoek tot in 1992 is voortgezet.

A.7.2. De verzoeksters voeren hetzelfde middel aan als in de zaken met rolnummers 576, 577, 578 en 579.

Standpunt van de Ministerraad

Ten aanzien van het enig middel van de beroepen met rolnummers 565 en 575 en ten aanzien van het eerste middel, eerste onderdeel, van de beroepen met rolnummers 576, 577, 578, 579 en 582

A.8.1. In het advies dat de afdeling wetgeving van de Raad van State heeft gegeven over het voorontwerp dat haar was voorgelegd, heeft zij geoordeeld dat de aangevochten norm onverenigbaar was met artikel 6 van de Grondwet. Het voorontwerp bepaalde: « de Staat (zal) alleen nog instaan voor de betaling van de bedragen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een vaste belofte van toelage, toegekend vóór de inwerkingtreding van deze wet ». Rekening houdend met de bezwaren van de Raad van State, heeft de wetgever een nieuw voorontwerp opgesteld, dat de tekst van de aangevochten norm bevat.

De aangevochten norm treft geen kritiek als men steunt op de rechtspraak van het Arbitragehof over vragen van internationaal recht. Het Hof heeft geoordeeld dat de wetgever, door het tijdstip vast te stellen waarop een wet inwerking heeft, een onderscheid invoert dat op zich geen schending inhoudt van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet (arrest nr. 36/90). In een ander arrest heeft het Hof geoordeeld dat « elke wetswijziging (...) onmogelijk (zou) worden, mocht worden aangenomen dat een nieuwe bepaling (dezelfde bepalingen) zou schenden om de enkele reden dat zij de toepassingsvoorwaarden van de vroegere bepaling zou beperken » (arrest nr. 8/91).

Naar analogie kan die redenering worden toegepast op het onderhavige geval.

De parlementaire voorbereiding toont aan dat met de wet drie doelstellingen werden nagestreefd: de procedures afsluiten vijftig jaar na de feiten; de administratieve structuren rationaliseren; budgettaire beperkingen doorvoeren. De aangevochten maatregel steunt op een beoordeling die niet klaarblijkelijk onredelijk is.

Ten aanzien van het eerste middel, tweede onderdeel, van de beroepen met rolnummers 576 en 577

A.8.2. Het Hof heeft reeds geoordeeld dat de grief volgens welke de wetgever geen overgangsmaatregelen heeft getroffen op zichzelf niet doet blijken dat de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet zijn geschonden (arrest nr. 26/93).

Ten aanzien van het eerste middel, derde onderdeel, van de beroepen met rolnummers 576 en 577 en ten aanzien van het eerste middel, tweede onderdeel, van de beroepen met rolnummers 578, 579 en 582

A.8.3. De aangevochten bepaling beoogt enkel de schadeloosstelling voor openbare goederen. Het stelsel van schadeloosstelling voor privé-goederen blijft voortbestaan. Hetzelfde stelsel is nog van kracht voor de oorlogsschade uit de Eerste Wereldoorlog waarvoor, wat de openbare goederen betreft, enkel nog het dossier van de stad Leper overblijft, waarvoor betalingen moeten plaatsvinden in 1994, terwijl alle andere dossiers zijn afgesloten in 1958.

Ten aanzien van het eerste middel, vierde onderdeel

A.8.4. De aanwezigheid, onder de verzoekers, van de Proefbank voor vuurwapens volstaat om de stelling te weerleggen volgens welke een discriminatie zou bestaan ten nadele van de openbare inrichtingen voor de eredienst. Sommige verzoekers maken overigens melding van schade aan scholen. Ten slotte is de maatregel algemeen en abstract: zelfs al had hij enkel betrekking op gebouwen die bestemd zijn voor de eredienst, dan nog zou hij enkel inrichtingen hebben getroffen die zich in dezelfde toestand bevinden.

Antwoord van de gemeente Orp-Jauche

A.9. De wijziging die in de oorspronkelijke tekst is aangebracht heeft de door de Raad van State aangeklaagde discriminatie niet doen verdwijnen: het onderscheid is gebaseerd op de naarstigheid waarmee het bestuur de aanvragen heeft behandeld. Het steunt op een criterium dat noch objectief, noch redelijk is. De reden

waarom het onderzoek van de aanvraag vertraging heeft opgelopen, is dat het bevoegde bestuur van één ministerie naar een ander is overgebracht, het dossier van de verzoekster verloren is gegaan en nadien opnieuw is samengesteld bij andere besturen en dat het verscheidene jaren is geblokkeerd door het bestuur dat een uitspraak moest doen over de keuze van de stijl.

De bestreden maatregel miskent het fundamentele beginsel van de rechtszekerheid. Hij staat niet in verhouding tot de nagestreefde doelstellingen.

Antwoord van de Proefbank voor vuurwapens

A.10. De Ministerraad geeft toe dat de termen « vaste beloftes », die in het voorontwerp stonden, dezelfde betekenis hebben als de termen « de bedragen die (...) bepaald werden », die nu in de wet staan. De wijziging heeft enkel betrekking op de terminologie : de kritiek ten gronde die de Raad van State heeft geformuleerd, blijft relevant.

Antwoord van de gemeente Thimister-Clermont en van de kerkfabrieken van de « Eglise Saint-Pierre » te La Minerie en de basiliek « Saint-Martin » te Luik

A.11.1. De gekritiseerde wet is ingegeven door een legitieme bedoeling, maar door de toepassing ervan afhankelijk te stellen van de goede wil van het bestuur, neemt zij een maatregel die niet redelijkerwijze verantwoord is. Het dossier van de verzoekster toont aan dat zij verscheidene rappels heeft moeten sturen opdat haar aanvraag wordt behandeld.

A.11.2. Voor het overige herinneren de verzoekers aan de kritiek die in hun verzoekschrift is geuit en beantwoorden zij de argumenten van de Ministerraad.

Antwoord van de gemeenten Houffalize en Manhay, van de kerkfabrieken van Dochamps en Grandmenil, van de gemeente Vielsalm en de kerkfabriek van Vielsalm

A.12. De wetgever heeft geen rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State. De kritiek van dat rechtcollege blijft relevant. De aangevochten wet maakt een onderscheid onder de hangende aanvragen naargelang de formaliteiten met betrekking tot de uitvoering van de beslissing tot toekenning al dan niet zijn vervuld. Dat criterium is niet objectief, noch redelijk.

— B —

B.1. Artikel 161 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, dat in elk van de beroepen wordt aangevochten, bepaalt :

« Bij toepassing van de wet van 6 juli 1948 waarbij het herstel van de oorlogsschade aan de goederen noodzakelijk voor een openbare dienst of voor het nastreven van een doel van algemeen nut ten laste van de Staat wordt gelegd, zullen alleen nog het voorwerp van een likwidatie ten laste van de Staat uitmaken de bedragen die, overeenkomstig artikel 4 van het besluit van de Regent van 22 februari 1949 tot bepaling van de vorm der aanvragen, de termijn hunner indiening en de regeling der Staatssusvenkomst in het herstel der oorlogsschade aan de goederen noodzakelijk voor een openbare dienst of voor het nastreven van een doel van openbaar nut, voor de inwerkingtreding van deze wet bepaald werden op grond van de goedgekeurde inschrijvingen of contracten. »

B.2. De aanvragen tot herstel van door de oorlog veroorzaakte schade aan de bij de wet van 6 juli 1948 beoogde goederen, moesten, volgens artikel 4 van het besluit van de Regent van 22 februari 1949, binnen een termijn van één jaar worden ingediend, onder voorbehoud van de bijkomende termijnen die bij het koninklijk besluit van 24 augustus 1951 werden toegestaan.

Noch de wet, noch de uitvoeringsbesluiten ervan voorzagen in andere gronden van uitsluiting van de aanvragen. Door te beslissen dat enkel de bedragen die voor de inwerkingtreding van de bestreden wet « bepaald werden op grond van goedgekeurde inschrijvingen of contracten » het voorwerp zouden uitmaken van een vereffening, heeft de wetgever een onderscheid ingesteld onder de personen die met inachtneming van de vormvoorschriften en binnen de gestelde termijn hadden gevraagd de toepassing van de wet van 6 juli 1948 te mogen genieten : zij voor wie het bestuur het bedrag van de schadevergoeding reeds heeft vastgesteld en zij voor wie het bestuur dat bedrag nog niet heeft vastgesteld. De eerste categorie blijft de gevolgen van de wet genieten; de tweede categorie is hiervan verstoken.

Een dergelijk onderscheid steunt op een niet redelijkerwijze verantwoord criterium. Het is weliswaar legitiem de procedures voor schadevergoeding op korte termijn te willen afsluiten, maar niets verantwoordt dat een onderscheid wordt gemaakt naargelang van de naarstigheid waarmee de aanvragen werden onderzocht.

Door *a posteriori*, ten nadele van een categorie van begunstigen, een grond van vervallenverklaring in het leven te roepen die op een willekeurig onderscheid berust, heeft de wetgever het gelijkheidsbeginsel geschonden.

B.3. Het middel is gegrond. De andere middelen of onderdelen van middelen dienen niet te worden onderzocht, aangezien zij niet tot een ruimere vernietiging kunnen leiden.

Om die redenen,
het Hof,

vernietigt artikel 161 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, conform artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 8 februari 1994.

De griffier,
H. Van der Zwalmen.

De voorzitter,
M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 94 — 488

[C — 21043]

Urteil Nr. 13/94 vom 8. Februar 1994

Geschäftsverzeichnissnrn. 565 — 575 bis 579 — 582

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung von Artikel 161 des Gesetzes vom 30. Dezember 1992 über soziale und verschiedene Bestimmungen, erhoben von der Gemeinde Orp-Jauche und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern K. Blanckaert, L.P. Suetens, P. Martens, J. Delruelle und H. Coremans, unter Assistenz des Kanzlers H. Van der Zwalmen, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klagen

Es beantragen die Nichtigerklärung des Artikels 161 des Gesetzes vom 30. Dezember 1992 über soziale und verschiedene Bestimmungen, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. Januar 1993:

— die Gemeinde Orp-Jauche, vertreten durch ihr Bürgermeister- und Schöffenkollegium, mit Amtssitz in 1350 Orp-Jauche, place Communale 1, durch Klageschrift vom 7. Juni 1993, die mit einem am selben Tag bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief übermittelt wurde und unter der Nr. 565 in das Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen wurde;

— die « Banc d'épreuves des armes à feu », öffentliche Einrichtung, mit Sitz in 4000 Lüttich, rue Fond des Tawes 45, handelnd durch ihre Verwaltungskommission, auf Betreiben ihres Direktors, durch Klageschrift vom 28. Juni 1993, die mit einem am selben Tag bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief übermittelt wurde und unter der Nr. 575 in das Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen wurde;

— der Kirchenrat der Basilika « Saint-Martin » in Lüttich, vertreten durch seinen Schatzmeister Charles Pâques, gemäß Artikel 79 des kaiserlichen Dekrets vom 30. Dezember 1809 über die Kirchenräte, durch Klageschrift vom 28. Juni 1993, die mit einem am selben Tag bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief übermittelt wurde und unter der Nr. 576 in das Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen wurde;

— die Gemeinde Thimister-Clermont, vertreten durch ihr Bürgermeister- und Schöffenkollegium, mit Amtssitz in 4890 Thimister-Clermont, Centre 2, und der Kirchenrat der « Eglise Saint-Pierre », 4890 Thimister-Clermont, vertreten durch seinen Schatzmeister Jacques Delhez, gemäß Artikel 79 des genannten Dekrets, durch Klageschrift vom 28. Juni 1993, die mit einem am selben Tag bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief übermittelt wurde und unter der Nr. 577 in das Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen wurde;

— die Gemeinde Houffalize, vertreten durch ihr Bürgermeister- und Schöffenkollegium, mit Amtssitz im Rathaus in 6860 Houffalize, durch Klageschrift vom 29. Juni 1993, die mit einem am selben Tag bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief übermittelt wurde und unter der Nr. 578 in das Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen wurde;

— die Gemeinde Manhay, vertreten durch ihr Bürgermeister- und Schöffenkollegium, mit Amtssitz im Rathaus in 6960 Manhay; der Kirchenrat von Dochamps, mit Sitz in 6960 Dochamps, rue du Centre 42, auf Betreiben seines Schatzmeisters V. Seleck; der Kirchenrat von Grandmenil, mit Sitz in 6960 Grandmenil, route d'Erezée 53b, auf Betreiben seines Schatzmeisters C. Job, durch Klageschrift vom 29. Juni 1993, die mit einem am selben Tag bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief übermittelt wurde und unter der Nr. 579 in das Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen wurde;

— die Gemeinde Vielsalm, vertreten durch ihr Bürgermeister- und Schöffenkollegium, mit Amtssitz im Rathaus in 6690 Vielsalm, und der Kirchenrat von Vielsalm, mit Sitz in 6690 Vielsalm, place Paulin Moxhet 10, auf Betreiben seines Schatzmeisters M. Rulmont, durch Klageschrift vom 29. Juni 1993, die mit einem am selben Tag bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief übermittelt wurde und unter der Nr. 582 in das Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen wurde.

II. Verfahren

A. In der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 565

Durch Anordnung vom 22. Juni 1993 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Mitglieder der Besetzung ernannt.

Die referierenden Richter waren der Ansicht, daß die Artikel 71 ff. des genannten Sondergesetzes in diesem Fall nicht anzuwenden seien.

Die durch Artikel 74 des genannten Sondergesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 22. Juni 1993.

B. In den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 575 bis 579 und 582

Durch Anordnungen vom 29. Juni 1993 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof in den jeweiligen Rechtssachen die Mitglieder der Besetzung ernannt.

Die referierenden Richter waren der Ansicht, daß die Artikel 71 ff. des genannten Sondergesetzes in diesem Fall nicht anzuwenden seien.

Durch Anordnung vom 13. Juli 1993 hat der Hof diese Rechtssachen mit der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 565 verbunden.

C. In den verbundenen Rechtssachen

Die Notifikation der Klagen gemäß Artikel 76 des genannten Sondergesetzes sowie der Verbindungsanordnung erfolgte durch am 31. August 1993 aufgegebenen Einschreibebriefe, die den Empfängern am 1. und 2. September 1993 überreicht wurden.

Die durch Artikel 74 des genannten Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte am 1. September 1993 im *Belgischen Staatsblatt*.

Der Ministerrat, vertreten durch den Premierminister, mit Amtssitz in 1000 Brüssel, rue de la Loi 16, hat in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 565 durch einen am 2. August 1993 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief und in den anderen Rechtssachen durch einen am 19. Oktober 1993 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief jeweils einen Schriftsatz eingereicht.

Abschriften dieser Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierten Gesetzes durch am 8. November 1993 bei der Post aufgebundene Einschreibebriefe, die den Empfängern am 9., 10., 15., 17. und 18. November 1993 übergeben wurden, zugestellt.

Die « Banc d'épreuve des armes à feu » hat durch einen am 30. November 1993 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief einen Erwiderngsschriftsatz eingereicht.

Die Gemeinde Orp-Jauche hat durch einen am 6. Dezember 1993 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief einen Erwiderngsschriftsatz eingereicht.

Die Gemeinde Thimister-Clermont, der Kirchenrat der Basilika « Saint-Martin » in Lüttich und der Kirchenrat der « Eglise Saint-Pierre » in La Minerie haben durch einen am 6. Dezember 1993 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief einen gemeinsamen Erwiderngsschriftsatz eingereicht.

Die Gemeinde Houffalize, die Gemeinde Manhay, der Kirchenrat von Dochamps, der Kirchenrat von Grandmenil, die Gemeinde Vielsalm und der Kirchenrat von Vielsalm haben durch einen am 6. Dezember 1993 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief einen gemeinsamen Erwiderngsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 2. Dezember 1993 wurde Richter H. Boel zum Mitglied der Besetzung bestimmt, um Herrn L. De Grève zu ersetzen, der zum Vorsitzenden des Hofes gewählt wurde.

Durch Anordnung vom 2. Dezember 1993 verlängerte der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 7. Juni 1994.

Durch Anordnung vom 21. Dezember 1993 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 20. Januar 1994 anberaumat.

Diese Anordnung wurde den Parteien notifiziert, die ebenso wie ihre Rechtsanwälte über den Sitzungstermin informiert wurden; dies erfolgte mit am 21. Dezember 1993 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Empfängern am 22. und 23. Dezember 1993 überreicht wurden.

Auf der Sitzung am 20. Januar 1994

— erschienen

- RA E. Gillet, in Brüssel zugelassen für der Ministerrat,

- RA A. Lesceux, in Marche-en-Famenne zugelassen, für die Gemeinde Houffalize, die Gemeinde Manhay, den Kirchenrat von Dochamps, den Kirchenrat von Grandmenil, die Gemeinde Vielsalm und den Kirchenrat von Vielsalm,

- RA D. Drion, in Lüttich zugelassen, für die Gemeinde Thimister-Clermont, den Kirchenrat der Basilika « Saint-Martin » in Lüttich und den Kirchenrat der « Eglise Saint-Pierre » in La Minerie,

- RA J. Putzeys, in Brüssel zugelassen, für die Gemeinde Orp-Jauche,

- RA Ph. Fraipont, zugelassen in Lüttich, für die « Band d'épreuves des armes à feu »,

- haben die referierenden Richter P. Martens und L.P. Suetens Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

— A —

Standpunkt der Gemeinde Orp-Jauche

A.1.1. Da die Kirche « Saints-Martin et Adèle » in Orp-Jauche am 13. Mai 1940 abgebrannt sei, habe die Gemeinde einen Antrag auf staatliche Unterstützung eingereicht, dessen Überprüfung noch nicht abgeschlossen sei. Als Eigentümerin der Kirche weise die Gemeinde das erforderliche Interesse an der Klageerhebung auf.

A.1.2. Artikel 161 des Gesetzes vom 30. Dezember 1992 über soziale und verschiedene Bestimmungen verstoße gegen die Artikel 6 und 6bis in Verbindung mit Artikel 11 der Verfassung, insofern - erster Teil - er ohne annehmbaren Grund eine Unterscheidung zwischen den Anträgen, für die bereits ein Betrag festgelegt worden sei, und den übrigen Anträgen einführe, und insofern - zweiter Teil - keine Verhältnismäßigkeit zwischen den eingesetzten Mitteln und der Zielsetzung, die darin bestehe, die Akten kurzfristig abzuschließen und die mit der Anwendung des Gesetzes vom 6. Juli 1948 beauftragte Verwaltung neu zu strukturieren, vorliege. Die angefochtene Bestimmung verstoße gegen den Grundsatz der Rechtssicherheit, dem zufolge die Rechtssubjekte in der Lage sein müßten, die juristischen Auswirkungen ihrer Handlungen vorauszusehen.

Standpunkt der « Banc d'épreuves des armes à feu »

A.2.1. Die Klägerin, die während des zweiten Weltkrieges Schaden erlitten habe, habe 1946 einen Antrag eingereicht, dem zufolge Zahlungen erfolgt seien. Es stehe jedoch noch ein Restbetrag aus, über den einem Schreiben vom 19. November 1990 zufolge später eine Entscheidung getroffen werden sollte.

A.2.2. Wenn auch das Bestreben, die Verwaltungsstrukturen zu rationalisieren, an sich nicht zu beanstanden sei, bestehe kein angemessenes Verhältnis zwischen dem eingesetzten Mittel und einer derartigen Zielsetzung, da die Aufrechterhaltung der geltenden Gesetzgebung nicht verhindert habe, diese Zielsetzung zu erreichen, und da es nicht gerechtfertigt sei, eine frühere Sachlage, die wie im vorliegenden Fall durch einen Mangel in der Verwaltung entstanden sei, beizubehalten.

Standpunkt des Kirchenrates der Basilika « Saint-Martin » in Lüttich

A.3.1. Am 16. Oktober 1991 sei eine grundsätzliche Zusage über einen der klagenden Partei zustehenden Restbetrag in Höhe von 9.930.893 Franken erteilt worden, unter Vorbehalt der Erfüllung verschiedener Bedingungen. Sie rechtfertige somit ihr Interesse an der Klageerhebung, da die angefochtene Bestimmung ihr diesen Restbetrag vorenthalte.

A.3.2. Die angefochtene Bestimmung verstoße gegen die Artikel 6 und 6bis der Verfassung, insofern - erster Teil - das Unterscheidungskriterium ungerechtfertigt sei, insofern - zweiter Teil - diese Bestimmung keinerlei Übergangsmaßnahme vorsehe, insofern - dritter Teil - sie jegliche Entschädigung der während des zweiten Weltkrieges erlittenen Schäden aufhebe, wohingegen sie alle Entschädigungen für Kriegsschäden aus dem ersten Weltkrieg aufrechterhalte, und insofern - vierter Teil - sie sich fast ausschließlich auf öffentliche Einrichtungen beziehe, deren Aufgaben in der Ausübung des Kultes liegen, wohingegen andere öffentliche Einrichtungen — Wegeverwaltungen, zivile Gebäude — alle entschädigt worden seien.

Standpunkt der Gemeinde Thimister-Clermont und des Kirchenrates der « Eglise Saint-Pierre » in La Minerie

A.4.1. Der Kirchenrat habe unter Beachtung der gesetzlichen Formvorschriften und Fristen einen Entschädigungsantrag eingereicht, der am 21. Juni 1966 Gegenstand eines grundsätzlichen Versprechens gewesen und dessen Überprüfung bis 1992 weitergeführt worden sei.

A.4.2. Die klagenden Parteien machen den gleichen Klagegrund geltend wie in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnungsnummer 576.

Standpunkt der Gemeinde Houffalize

A.5.1. Die Klägerin habe unter Beachtung der gesetzlichen Formvorschriften und Fristen einen Antrag auf Unterstützung für die Ersetzung des Mobiliars ihres Rathauses eingereicht. Die Überprüfung dieses Antrags sei bis 1992 weitergeführt worden.

A.5.2. Die angefochtene Bestimmung verstoße gegen die Artikel 6 und 6bis der Verfassung, insofern - erster Teil - sie zwischen den Antragstellern auf Unterstützung eine Unterscheidung einführe, die auf keiner objektiven und angemessenen Rechtfertigung beruhe, und insofern - zweiter Teil - sie unter Vorbehalt der Übergangsmaßnahme, die sie einführe, jegliche Entschädigung der während des zweiten Weltkrieges erlittenen Schäden aufhebe, wohingegen sie die Entschädigung für Kriegsschäden aus dem ersten Weltkrieg unberührt lasse.

Standpunkt der Gemeinde Manhay und der Kirchenräte von Dochamps und Grandmenil

A.6.1. Die ehemaligen Gemeinden Dochamps und Grandmenil, heute Teil der Gemeinde Manhay, hätten jeweils unter Beachtung der gesetzlichen Formvorschriften und Fristen einen Entschädigungsantrag eingereicht; erstere für den Wiederaufbau ihrer Wäscherei und die Ersetzung der Kirchenfenster; letztere für die Ersetzung ihrer Kirchenfenster und den Wiederaufbau ihres Pfarrhauses. Die Überprüfung dieses Antrags sei bis 1992 weitergeführt worden.

A.6.2. Die klagenden Parteien machen den gleichen Klagegrund geltend wie in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 576, 577 und 578.

Standpunkt der Gemeinde Vielsalm und des Kirchenrates von Vielsalm

A.7.1. Der Kirchenrat von Vielsalm habe im Hinblick auf die Anschaffung einer neuen Orgel in der Kirche « Saint-Gengoux » unter Beachtung der gesetzlichen Formvorschriften und Fristen einen Unterstützungsantrag eingereicht, dessen Überprüfung bis 1992 weitergeführt worden sei.

A.7.2. Die klagenden Parteien machen den gleichen Klagegrund geltend wie in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 576, 577, 578 und 579.

Standpunkt des Ministerrates

In bezug auf den einzigen Klagegrund in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 565 und 575 und auf den ersten Teil des ersten Klagegrundes in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 576, 577, 578, 579 und 582

A.8.2. In ihrem Gutachten zu dem ihr unterbreiteten Vorentwurf sei die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates der Auffassung gewesen, daß die angefochtene Bestimmung nicht mit Artikel 6 der Verfassung vereinbar sei. Dieser Vorentwurf habe vorgesehen, daß « nur noch ... die im Rahmen fester Unterstützungsverprechen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes erteilt wurden, gewährten Beträge... Gegenstand einer Abrechnung sein werden ». Unter Berücksichtigung der Einwände des Staatsrates habe der Gesetzgeber einen neuen Vorentwurf ausgearbeitet, der den Wortlaut der angefochtenen Rechtsnorm beinhalte.

Die angefochtene Rechtsnorm sei nicht zu beanstanden, wenn man sich auf die Rechtsprechung des Schiedshofes zu Fragen internationalen Rechts beziehe. Der Hof habe erkannt, daß der Gesetzgeber, indem er den Zeitpunkt festsetze, ab dem ein Gesetz Auswirkungen habe, einen Unterschied schaffe, der an sich keinen Verstoß gegen die Artikel 6 und 6bis der Verfassung beinhalte (Urteil Nr. 36/90). In einem weiteren Urteil habe der Hof erkannt, daß unter Gefahr, jegliche Abänderung eines Gesetzes zu verhindern, nicht behauptet werden könne, daß eine neue Bestimmung dieselben Vorschriften dadurch verletzen würde, daß sie die Anwendungsbedingungen des früheren Gesetzes einschränken würde (Urteil Nr. 8/91).

Diese Überlegung könne sinngemäß auf den vorliegenden Fall angewandt werden.

Aus den Vorarbeiten gehe hervor, daß das Gesetz drei Ziele verfolge: erstens die Verfahren fünfzig Jahre nach den Fakten abzuschließen; zweitens die Verwaltungsstrukturen zu rationalisieren; drittens Haushaltseinschränkungen durchzuführen. Der angefochtenen Maßnahme liege somit eine Überlegung zugrunde, die nicht offensichtlich unangemessen sei.

In bezug auf den zweiten Teil des ersten Klagegrundes in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 576 und 577

A.8.3. Der Hof sei bereits davon ausgegangen, daß die Beschwerde, der zufolge der Gesetzgeber keine Übergangsmaßnahmen verabschiedet habe, an sich keinen Verstoß der Artikel 6 und 6bis der Verfassung aufzeige (Urteil Nr. 26/93).

In bezug auf den dritten Teil des ersten Klagegrundes in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 576 und 577 und auf den zweiten Teil des ersten Klagegrundes in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 578, 579 und 582

A.8.4. Die angefochtene Bestimmung betreffe nur die Entschädigung für öffentliche Güter. Das Entschädigungssystem für private Güter bestehe auch weiterhin. Das gleiche System bestehe für Schäden des ersten Weltkrieges fort, für die im Bereich der öffentlichen Güter nur die Akte der Stadt Ypern noch nicht abgeschlossen sei, an die 1994 noch Zahlungen entrichtet werden müßten, da alle anderen Akten bereits 1958 abgeschlossen worden seien.

In bezug auf den vierten Teil des ersten Klagegrundes

A.8.5. Die Anwesenheit der « Banc d'épreuves des armes à feu » unter den klagenden Parteien reiche aus, um die These der Diskriminierung zum Nachteil der öffentlichen Einrichtungen, die sich um die Ausübung der Kulte kümmern, zu widerlegen. Bestimmte klagende Parteien würden außerdem die Schäden an Schulen anführen. Ferner sei die Maßnahme allgemein und abstrakt, dem selbst wenn sie sich ausschließlich auf Gebäude beziehen würde, die der Ausübung der Kulte dienen, hätte sie sich ausschließlich auf Einrichtungen bezogen, die sich in der gleichen Lage befänden.

Erwiderung der Gemeinde Orp-Jauche

A.9. Die Abänderung des ursprünglichen Wortlauts habe die durch den Staatsrat angeführte Diskriminierung nicht aufgehoben: der Unterschied der Schnelligkeit, mit der die Verwaltung die Anträge bearbeitet habe. Er beruhe auf einem Kriterium, das weder objektiv noch angemessen sei. Die Verspätung bei der Überprüfung des Antrags sei darauf zurückzuführen, daß die zuständige Verwaltung von einem Ministerium auf das andere übertragen worden sei, daß der Antrag der Klägerin verlorengegangen und anschließend bei anderen Verwaltungsstellen neu zusammengestellt worden sei und daß er schließlich während mehrerer Jahre durch die Verwaltung gesperrt worden sei, da diese über die Wahl des einzuführenden Stils habe entscheiden müssen.

Die beanstandete Maßnahme mißachte den Grundsatz der Rechtssicherheit. Sie stehe in keinem Verhältnis zu den verfolgten Zielsetzungen.

Erwiderung der « Banc d'épreuves des armes à feu »

A.10. Der Ministerrat gebe zu, daß der Begriff « feste Versprechungen », die der Vorentwurf beinhaltet habe, gleichbedeutend sei mit dem Begriff « festgesetzte Beträge », der im Gesetz zu finden sei. Die Abänderung betreffe ausschließlich die Terminologie; die inhaltliche Beanstandung durch den Staatsrat bleibe erheblich.

Erwiderung der Gemeinde Thimister-Clermont, der Kirchenräte der « Eglise Saint-Pierre » La Minerie und der Basilika « Saint-Martin » Lüttich

A.11.1. Das angefochtene Gesetz beruhe auf einer rechtmäßigen Absicht. Indem aber seine Anwendung von dem guten Willen der Verwaltung abhängt, führe es eine Maßnahme ein, die nicht angemessen zu rechtfertigen sei. Die Akte der klagenden Partei beweise, daß sie wiederholt Erinnerungsschreiben habe schicken müssen, damit ihr Antrag bearbeitet werde.

A.11.2. Zudem erinnern die klagenden Parteien an die in ihrer Klageschrift angeführten Beanstandungen und beantworten die Argumente des Ministerrates.

Erwiderung der Gemeinden Houffalize und Manhay, der Kirchenräte von Dochamps und Grandmenil, der Gemeinde Vielsalm und des Kirchenrates von Vielsalm

A.12. Der Gesetzgeber habe den Anmerkungen des Staatsrates keinerlei Rechnung getragen. Dessen Beanstandungen blieben erheblich. Das angefochtene Gesetz unterscheide zwischen den laufenden Anträgen je nachdem, ob die Ausführungsformalitäten des Gewährungsbeschlusses erfüllt seien oder nicht. Dieses Kriterium sei weder objektiv noch angemessen.

— B —

B.1. Artikel 161 des Gesetzes vom 30. Dezember 1992 über soziale und verschiedene Bestimmungen, der in jeder der Klagen angefochten wird, besagt folgendes:

« In Anwendung des Gesetzes vom 6. Juli 1948, das die Wiedergutmachung der Kriegsschäden an Gütern, die für den öffentlichen Dienst oder zur Verfolgung eines Zieles von allgemeinem Interesse notwendig sind, zu Lasten des Staates vorschreibt, werden nur noch jene Beträge Gegenstand einer Abrechnung zu Lasten des Staates sein, die gemäß Artikel 4 des Regentenerlasses vom 22. Februar 1949 zur Festlegung der Formen und Fristen der Einreichung der Anträge sowie zur Bestimmung der Prioritäten bei der Wiedergutmachung der Kriegsschäden an Gütern, die für den öffentlichen Dienst oder zur Verfolgung eines Zieles von allgemeinem Interesse notwendig sind, vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes aufgrund der genehmigten Submissionen oder Verträge festgelegt wurden. »

B.2. Die Anträge auf Entschädigung der Kriegsschäden an den im Gesetz vom 6. Juli 1948 genannten Gütern sollten gemäß Artikel 4 des Regentenerlasses vom 22. Februar 1949 innerhalb einer Frist von einem Jahr eingereicht werden, unter Vorbehalt der durch den königlichen Erlaß vom 24. August 1951 gewährten zusätzlichen Fristen.

Weder das Gesetz noch seine Durchführungserlasse sahen andere Gründe für die Verwirkung der Anträge vor. Indem der Gesetzgeber beschlossen hat, daß ausschließlich jene Beträge, die vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes « aufgrund der genehmigten Submissionen oder Verträge festgelegt wurden » Gegenstand einer Abrechnung sein würden, hat er eine Unterscheidung unter den Personen eingeführt, die form- und fristgerecht Anträge gestellt hatten, um in den Genuß des Gesetzes vom 6. Juli 1948 zu gelangen, und zwar zwischen jenen, für die die Verwaltung bereits die Höhe der Entschädigung festgelegt hat, und jenen, für die die Verwaltung diese Beträge noch nicht festgelegt hat. Die erste Kategorie gelangt auch weiterhin in den Genuß von den Auswirkungen des Gesetzes; der anderen Kategorie werden diese Auswirkungen vorenthalten.

Eine derartige Unterscheidung beruht auf einem Kriterium, das nicht angemessen gerechtfertigt ist. Wenn es auch rechtmäßig ist, die Entschädigungsverfahren kurzfristig abschließen zu wollen, besteht andererseits keinerlei Rechtfertigung dafür, daß ein Unterschied eingeführt wird, der davon abhängt, wie schnell die Anträge bearbeitet wurden.

Indem der Gesetzgeber nachträglich zum Nachteil einer Kategorie von Antragstellern einen Verwirkungsgrund einführt, der auf einer willkürlichen Unterscheidung beruht, hat er gegen das Gleichheitsprinzip verstoßen.

B.3. Der Klagegrund ist begründet. Die anderen Klagegründe oder Teile von Klagegründen sind nicht zu überprüfen, da sie nicht zu einer weitreichenderen Nichtigerklärung führen können.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt Artikel 161 des Gesetzes vom 30. Dezember 1992 über soziale und verschiedene Bestimmungen für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 8. Februar 1994.

Der Kanzler,

H. Van der Zwalmen.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 94 — 489

[Mac - 3027]

9 FEBRUARI 1994. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 december 1968 betreffende de uitvoering van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten en het houden van de registers in de griffies van de hoven en rechtbanken

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, inzonderheid op artikel 285, gewijzigd bij de wet van 14 augustus 1947;

Gelet op de wet van 22 december 1989 houdende fiscale bepalingen, inzonderheid op artikel 205;

Gelet op de programmwet van 24 december 1993, inzonderheid op de artikelen 7 en 10;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de tarieven van het griffierecht gewijzigd worden op 1 januari 1994 en dat een nieuw rolrecht wordt vastgesteld;

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 94 — 489

[Mac - 3027]

9 FEVRIER 1994. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 13 décembre 1968 relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et à la tenue des registres dans les greffes des cours et tribunaux

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, notamment l'article 285, modifié par la loi du 14 août 1947;

Vu la loi du 22 décembre 1989 portant des dispositions fiscales, notamment l'article 205;

Vu la loi-programme du 24 décembre 1993, notamment les articles 7 et 10;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les tarifs du droit de greffe changent au 1er janvier 1994 et qu'un nouveau droit de mise au rôle est établi;